



Ce projet est cofinancé
par l'Union européenne

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU DANEMARK



EVALUATION EN BREF

LA VOIX DES JEUNES DU SAHEL

DIALOGUE ENTRE JEUNES ET INSTITUTIONS AU SAHEL

PHASE II

CONCLUSIONS DE L'ÉVALUATION FINALE

FÉVRIER 2022

Au Burkina Faso



LE PROJET ET L'ÉVALUATION

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

Intégrer les organisations de jeunesse dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de développement en leur faveur

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Renforcer la présence des organisations de jeunesse dans les processus de dialogue
- Faciliter la continuité du dialogue entre autorités nationales, G5 Sahel, UE et organisations de jeunesse

PAYS



MISE EN ŒUVRE

Septembre 2018 – août 2021

BUDGET

EUR 5 000 000

MISE EN ŒUVRE

Centre pour le dialogue humanitaire

ÉVALUATION

Yassine Hamza ; Adiza Lamien-Ouando ; Pierre Robert (chef d'équipe)

Contexte du projet au Burkina Faso

Pendant la période du projet (septembre 2018 à août 2021) le Burkina Faso disposait d'un gouvernement relativement stable, mais qui a perdu le contrôle d'une partie du territoire. Le Président Roch Marc Kaboré, élu en 2015, a été réélu en 2020 lors d'un scrutin dont la crédibilité fut reconnue par la plupart des observateurs, malgré l'impossibilité pour une partie des électeurs et électrices de se rendre aux urnes du fait de l'emprise territoriale de groupes armés. Des initiatives locales de sécurité, encouragées par les autorités, ont été mises en œuvre dans divers territoires du nord et de l'est du pays, sans que celles-ci suffisent à réduire l'insécurité. Le recul des institutions et représentants de l'État s'est doublé, pendant la période du projet, d'une augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, en particulier dans la région du Centre Nord.



Rencontre nationale de lancement de la 2e phase du projet,
Ouagadougou, décembre 2018©HD



Résultats de l'évaluation

Les acteurs rencontrés au Burkina Faso ont été unanimes sur la contribution technique et financière du projet à l'élaboration et la validation technique (décembre 2020) de la stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes du Burkina Faso.

L'implication effective des jeunes fait que le contenu de la stratégie tient compte des besoins réels des jeunes filles et garçons et reflète leurs points de vue. Pour ce qui est de l'alignement du Projet sur le Référentiel National de Développement (PNDES II) en cours d'adoption et les politiques sectorielles en rapport avec la jeunesse, il est effectif au regard des éléments suivants : consolidation de la résilience, de la sécurité, de la cohésion sociale et de la paix et dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois. En ce qui concerne la politique sectorielle du Travail, Emploi et Protection Sociale (TEPS), l'objectif global pour 2018-2027 est de promouvoir l'emploi productif, le travail décent et la protection sociale au profit de l'ensemble des citoyennes et citoyens du Burkina Faso, sur la base d'indicateurs tels que :

IEA 1.1.5.3	Proportion des travailleurs jeunes (16-20 ans) déclarés ;
IEA 2.1.2.2	Taux d'insertion professionnelle des jeunes, des femmes et des personnes marginalisées via le Service Public de l'Emploi
IEA 2.1.3.1	Nombre de jeunes et de femmes ayant accédé à un emploi.

Les objectifs du projet sont également en ligne avec la stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes (en cours de validation), qui stipule : « A l'horizon 2025, le Burkina Faso dispose d'une jeunesse entreprenante, porteuse d'innovation, créatrice d'emplois et de richesses au service d'un développement socio-économique ».

On entend par jeunesse entreprenante, des jeunes dynamiques et engagés qui développent individuellement ou collectivement des initiatives de création d'entreprises. Une jeunesse porteuse d'innovation traduit l'aptitude d'une jeunesse désormais capable d'introduire quelque chose de nouveau dans un domaine ou dans un corps de métier particulier, soit par la conception d'un nouveau produit, service ou d'un processus de fabrication. On entend par jeunesse créatrice d'emploi, des jeunes qui créent suffisamment des entreprises pourvoyeurs d'emploi de qualité et de forte valeur ajoutée. »

L'intervention s'est adaptée au contexte de l'évolution du Burkina Faso. Tout d'abord le projet a contribué à l'éveil des consciences sur la participation citoyenne et politique des jeunes à travers des émissions radio qui prenaient en compte d'autres thématiques comme les violences faites aux femmes et aux filles. En ce qui concerne le contexte de la pandémie, le projet a contribué à créer des conditions idoines pour une information/sensibilisation des jeunes (des émissions de radios ont été organisées) en invitant les responsables du comité national de riposte pour des présentations suivies de discussions sur la pandémie. De l'avis des différents acteurs rencontrés, le projet a identifié les défis auxquels la jeunesse burkinabè est confrontée. Les jeunes bénéficiaires du projet ont été partie prenante à des niveaux divers au processus d'élaboration

LA VOIX DES JEUNES DU SAHEL EN CHIFFRES

- 5 pays, 5 régions par pays (sauf limitations pour raisons sécuritaires)
- 1250 jeunes (18-35 ans) participant.e.s (250 dans chacun des cinq pays)
- Environ 1000 organisations formelles ou informelles de jeunes représentées
- Plus de 50 institutions étatiques participantes (ministères chargés de la jeunesse, de l'éducation, de l'emploi, Points Focaux nationaux, autorités locales, etc.)
- Cinq conseils nationaux de la jeunesse mis en place ou réactivés
- Plusieurs dizaines de rencontres nationales, locales et régionales
- Dialogue avec des jeunes de la diaspora sahéenne en Europe
- Forum de discussion en ligne

de la stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. A ce titre ils et elles ont contribué au diagnostic de la situation de la jeunesse burkinabè : importance numérique, taux élevé de chômage, formation généraliste en inadéquation avec les besoins de l'économie produisant ainsi des diplômés sans emplois. L'identification des défis a pris en compte ponctuellement les situations spécifiques des filles et des garçons. Il n'y avait pas de tension entre la définition des défis au niveau national et les défis au niveau sous-régional : chômage des jeunes, défis sécuritaires, inégalités entre filles et garçons, faiblesse du nombre d'emplois décents disponibles pour les jeunes, difficultés d'accès à l'information et aux sources d'information publiques, problèmes de communication entre jeunes et aînés, difficultés d'accès aux autorités. Même si les localités retenues présentent des profils différents, les besoins des jeunes étaient quasiment les mêmes.



Maman Sambo SIDIKOU
Secrétaire permanent, G5 Sahel ©HD



Il est important de souligner que l'approche nationale du projet a été dans l'ensemble bien appréciée par les acteurs rencontrés. Les relations sont bonnes avec le partenaire institutionnel, les points focaux, les aîné(e)s et les jeunes. Cependant le Conseil National de la jeunesse aurait souhaité être partie prenante dans la mise en œuvre par une délégation de certaines activités au titre de la deuxième phase. Le concept de cadre de médiation et de dialogue intergénérationnel a été bien apprécié. L'utilisation des langues nationales lorsque de besoin a été bien appréciée même si les supports écrits sont restés en français.

La méthodologie adoptée pour l'identification des jeunes garçons et des jeunes filles était suffisamment pertinente. Cependant le mode de sélection n'a pas permis une stabilisation de l'effectif des jeunes bénéficiaires. Toutefois, les jeunes entre eux ont réussi à surmonter cette barrière et à développer des mécanismes pour réduire l'impact de cette absence (traduction aux jeunes qui ne maîtrisent pas la langue française, création de groupes WhatsApp pour mieux se connaître, échanges au niveau des groupes WhatsApp dans la langue locale, etc.). L'implication du Ministère en charge de la jeunesse et du CNJ dans l'identification des jeunes bénéficiaires aurait, selon certaines personnes rencontrées, pu contribuer à une meilleure appropriation et responsabilisation de ces acteurs. Toutefois le risque de politisation était de nature à limiter la portée de cette remarque.



Stand «La voix des jeunes du Sahel» lors de la réunion du Comité de pilotage 2021 G5 Sahel ©HD

Le projet n'a pas pu maintenir la parité genre vers la fin de sa vie dans deux régions (Centre-Nord et Est) en raison de la crise sécuritaire qui a entraîné des mouvements de populations fuyant les zones cibles des attaques par des groupes extrémistes violents. Les listes des participant.e.s retenu.e.s au démarrage du projet ont pris en compte le profil de la jeunesse burkinabè sur le plan local et national. Le mécanisme de remplacement des jeunes ayant atteint l'âge limite ou qui se sont retirés a consisté dans la sollicitation de l'association à laquelle appartenaient les sortant.e.s pour les remplacer tout en veillant à respecter le critère genre dans la mesure du possible. Le projet aurait dû veiller à ce que le remplaçant ou la remplaçante ait le même profil et le même sexe, afin de ne pas trop infléchir la dynamique déjà amorcée.



Donfini Aubin THIAOUN

Point focal Burkina Faso, Conseiller au Ministère des Affaires Étrangères en charge des affaires sous-régionales ©HD

Le projet a eu le mérite d'avoir permis aux jeunes burkinabè, filles et garçons, d'être entendus convenablement à travers les différentes rencontres organisées sur le plan local et national. Les jeunes et les institutions rencontrés ont confirmé que ces rencontres ont permis d'avoir un dialogue constructif et d'en finir avec les confrontations directes et des relations tendues. Le projet a initié l'inclusion des jeunes dans le processus de décision de manière autonome mais beaucoup reste à faire pour garantir une inclusion durable et de qualité. Les jeunes garçons et filles rencontrés ont confirmé que la stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes élaborée dans le cadre du projet Voix des jeunes a pris en compte toutes leurs attentes. Toutefois, ils ont affirmé que d'autres engagements pris par les administrations présentes aux rencontres nationales et qui peuvent avoir un impact immédiat sur la jeunesse n'avaient pas encore été mis en œuvre.

Le projet a mobilisé tous les moyens nécessaires pour permettre aux jeunes burkinabè d'être entendus (formation pour préparer les jeunes à être une force de proposition, le rapprochement avec les aînés pour les coacher et atténuer le conflit générationnel, des groupes WhatsApp pour maintenir le contact et les échanges, etc.).



Damien INAKOUROUBA

Aînée Burkina Faso - Présidente de l'association pour la promotion féminine de Gaoua ©HD



Plusieurs groupes WhatsApp – un par région et un groupe national – ont été créés pour garantir la poursuite des échanges entre les jeunes en dehors des rencontres organisées. Bien que certains jeunes n'ont pas pu participer à ces groupes faute d'accès aux équipements électroniques ou de connexion internet, une dynamique de dialogue est bien installée et sa durabilité n'est pas compromise, d'après les jeunes rencontrés.

Le renforcement des compétences des jeunes dans les thématiques de formation retenues est indéniable. Toutefois, les différents rapports de formation insistent sur le fait que les connaissances transférées méritent d'être consolidées via un apprentissage pratique. Comme dans les autres pays, le projet a permis de rapprocher les jeunes des représentants officiels en vue de construire ensemble. Il en est allé de même pour les relations avec les aînés.

Tous les acteurs interviewés au Burkina Faso considèrent que le projet a été géré de manière appropriée et a apporté une réponse aux défis auxquels est confrontée le Burkina Faso. Toutefois, certains acteurs dont le CNJ, estiment que la gestion aurait pu gagner en efficacité et efficience si les jeunes et leurs structures avaient été impliqués dans la mise en œuvre de certaines activités. Quant à la capacité d'adaptation, le sentiment des personnes interviewées était que la priorité était donnée par l'équipe de projet à une application stricte du document d'action annexé au contrat. Toutefois, dans le cadre de la pandémie, des activités supplémentaires ont été organisées (sensibilisation lors des émissions radios) pour permettre à la dynamique déjà amorcée de se maintenir et de garantir une meilleure inclusion des jeunes dans la vie de leur pays. Des rapports étaient élaborés après chaque activité, régulièrement partagés avec les acteurs concernés dans des délais assez courts. Toutefois, les représentants et représentantes des administrations interviewées n'ont pas adopté un système d'archivage approprié de ces livrables pour assurer une mémoire institutionnelle. Comme dans les autres pays, le train de vie adopté par le projet est en dessous des moyens du pays (rencontres dans des hôtels de standing, per diem importants, etc.).

Au Burkina Faso, on a observé que le projet a jeté les bases de la création d'un réseau informel de jeunes d'une même région. Le projet a réussi dans la plupart des pays à mettre en place un mécanisme de consultation au niveau national. Les rencontres étaient bien préparées avec la rigueur requise pour une concertation efficace. Au niveau local les jeunes et les aînés rencontrés ont affirmé que les représentants de l'Administration centrale, les services déconcentrés et décentralisés ont échangé sur certains problèmes et ont apporté quelques réponses. On peut donner comme exemple d'engagement pris avec les jeunes et tenu, l'implantation d'une antenne régionale d'un service des formation des jeunes sur la création d'entreprise et les opportunités d'emploi.



Rencontre Mauritanie ©HD

I Recommandations

Le projet a incontestablement contribué au développement d'une politique concernant la jeunesse en général – sur les questions d'éducation, de formation, ainsi que sur la consultation des jeunes dans les processus de décision politiques.

Le Projet a :

- Facilité l'instauration d'un climat de confiance entre les différents acteurs (institutions, aînés) cette confiance n'existait pas auparavant ;
- Créé des cadres de dialogues et de concertation à tous les niveaux, mais surtout au niveau national ;
- Développé une méthodologie de travail valorisant les parties prenantes à travers :
 - » La mise en place de Points Focaux dans les ministères sectoriels traitant des questions de la jeunesse et intéressant la jeunesse ;
 - » La représentativité des jeunes aussi bien en prenant en compte l'équilibre genre et entre les régions ;
 - » La fréquence et la régularité des rencontres ont permis de consolider les relations de confiance mutuelle.

Les recommandations suivantes découlent des conclusions de l'évaluation :

- Intégrer le principe directeur du projet – soutien à la participation des jeunes aux processus de décision politique – au sein d'autres interventions soutenues par l'UE.
- Considérer des éléments de suivi au niveau sous-régional.
- Donner la priorité au soutien à la relation entre jeunes et autorités locales.
- Explorer la possibilité de soutenir des petits projets pilotes d'entrepreneuriat social impliquant des jeunes.
- Continuer à encourager les Etats à développer et mettre en œuvre des politiques nationales concernant la jeunesse.